Réforme de l'Education Prioritaire : de fausses avancées, une vraie dégradation.

La direction du SNES s'est réjouie des annonces de Peillon sur l'éducation prioritaire. Pourtant, il s'agit en réalité d'une nouvelle dégradation des conditions de travail dans tous les établissements et du renforcement des inégalités.

Tous perdants !
La réforme se fera à moyen constant. En 2015 elle concernera seulement un tiers des actuels REP. Pour les autres, ZEP ou pas, le prétexte sera aisé pour une nouvelle baisse des moyens que l'on constate déjà avec les DHG pour 2014-15.
Cependant, les établissements concernés ne seront pas à la fête pour autant. Si les collègues auront bien autour de 50 € d'indemnité (même pas du salaire !) en plus, et 1,6 h de pondération, la pression pour les heures supplémentaires sera forte et la réorganisation du travail préconisée prend modèle sur les actuels ECLAIR dont on connaît les effets délétères.

Mise en concurrence et hiérarchisation des collègues.
On ne parle plus de préfet des études mais de coordonnateurs, par niveau, entre école et collège... Ils auront le rôle, en lien avec les chefs d'établissements, de diriger les actions pédagogiques. Loin du travail en équipe revendiqué par les collègues, c'est l'institution du clientélisme comme outil de management. Et pour donner cohésion à cette réorganisation, Peillon prévoit un recrutement sur profil des chefs et des enseignants et des financements sur projets de 4 ans.

Objectif d'employabilité des élèves ; un projet anti-éducatif. La logique des ZEP est fossoyée par Peillon. Pour les élèves en difficulté, l'accent est mis sur la recherche de stages, le parcours d'orientation dès la 6ème et les partenariats pour sortir les élèves de classe... On abandonne clairement l'objectif d'aider tous les élèves à progresser dans leurs apprentissages scolaires pour diriger les plus faibles plus vite et brutalement dans le monde du travail (et du chômage).

Une charge de travail accrue pour les enseignants.
Le temps normalement « dégagé » par la pondération ne servira pas à travailler « autrement » comme le souhaitent les enseignants. Tous seront soumis à de nouvelles tâches: recherche et suivi de stages, partenariats divers, mise en place de parcours de découvertes professionnelles, aide aux devoirs, suivi du service numérique de soutien scolaire...

L'orientation du SNES a été désastreuse jusque là. Il y a urgence à défaire les arguments démagogiques du ministère et à organiser la mobilisation massive des personnels de l'éducation nationale.

Nicolas Mousset, Ecole Emancipée, Aubervilliers, 93.